

**Suite 4700
Toronto-Dominion Bank Tower
Toronto, Ontario
M5K 1E6**

**Tel: (416) 601-7620
Fax: (416) 601-8249**

**Bureau 4700
Tour de la Banque Toronto-Dominion
Toronto (Ontario)
M5K 1E6**

**Tél. : (416) 601-7620
Télec. : (416) 601-8249**

2002 Allocation of Paid Time

Reasons for Decision

Introduction

On November 27, 2001, in my capacity as Broadcasting Arbitrator, and pursuant to 337(3) of the *Canada Elections Act*, I issued a decision allocating 390 minutes of time that broadcasters are required to make available for purchase by registered political parties in the next federal election. The allocation used what I have referred to as a “modified statutory approach”, which replicates the general approach I have taken in the allocation decisions which governed the 1993, 1997 and 2000 federal general elections.

Under section 343 of the Act, I was required to hold a meeting in 2002 to review that allocation. For this purpose, I convened a meeting of the political parties on December 12, 2002. Twelve parties sent representatives to the meeting.

At the meeting, there was no unanimity between the parties as to whether and to what extent the allocation should be modified. Accordingly, I am now required to make a binding allocation of the paid time, which will supplant my earlier decision.

Répartition de 2002 du temps d'émission payant

Motifs de la décision

Introduction

Le 27 novembre 2001, à titre d'arbitre en matière de radiodiffusion et aux termes du paragraphe 337(3) de la *Loi électorale du Canada*, j'ai réparti les 390 minutes de temps d'émission que les radiodiffuseurs sont tenus de libérer, pour achat par les partis politiques enregistrés, à la prochaine élection fédérale. Le temps d'émission a été réparti selon une « approche législative modifiée », qui reflète l'approche générale que j'ai adoptée dans mes décisions concernant la répartition aux élections générales fédérales de 1993, 1997 et 2000.

En vertu de l'article 343 de la Loi, je devais tenir une réunion en 2002 afin de réexaminer la répartition. J'ai donc convoqué une réunion le 12 décembre 2002, à laquelle 12 partis étaient représentés.

Les partis s'étant réunis sans parvenir à une entente concernant une nouvelle répartition, je dois répartir entre eux le temps d'émission payant. Cette décision remplace ma décision précédente.

The major change of circumstance that has occurred since my 2001 allocation decision is that three new eligible parties have applied for registration. Under section 339 of the Act, each new eligible party receives six minutes of paid time upon request. All three parties requested such time. Thus, the amount of time to be made available by broadcasters for purchase had been increased from 390 minutes to 408 minutes. However, by virtue of subsection 343(2) of the Act, the total allocated or requested time must now be rolled back to 390 minutes on a proportionate basis.

At the meeting on December 12, 2002, I presented two rollback options for discussion. Under both options, I started with the 390 minutes as allocated in my 2001 decision, and then reduced it by 18 minutes to account for the 18 minutes to be allocated to the three newly eligible parties. Under Option 1, I took the 18 minutes pro rata from the time allocated to all the registered parties. (I used this approach in my allocation decision of 1999). Under Option 2, I took the 18 minutes pro rata from the time allocated to the five largest registered parties, and did not reduce the time for the six smaller registered parties. (I used this approach in my allocation decision of 1996.)

There was considerable discussion of both options, with certain parties supporting one option or the other or both. A number of parties, however, asked me to revisit the allocation approach taken in my 2001 decision, seeking a different methodology than the modified statutory approach used in that decision. Some also indicated dissatisfaction with the provisions of the Act, particularly in regard to the allocation of free time.

Depuis que j'ai rendu ma décision en 2001, trois nouveaux partis admissibles ont présenté une demande d'enregistrement. Ces trois partis ont également demandé les six minutes de temps d'émission payant auxquelles ils ont chacun droit en vertu de l'article 339 de la Loi. Le temps que les radiodiffuseurs sont tenus de libérer pour achat passerait donc de 390 à 408 minutes. Toutefois, en application du paragraphe 343(2) de la Loi, le temps réparti ou demandé doit être rajusté proportionnellement entre les partis de façon à ne pas dépasser les 390 minutes.

À la réunion du 12 décembre 2002, j'ai présenté deux possibilités de rajustement. Dans les deux cas, j'ai soustrait des 390 minutes, telles qu'elles ont été réparties en 2001, les 18 minutes à répartir entre les trois nouveaux partis admissibles. Selon l'option 1, j'ai proposé de réduire de 18 minutes le temps alloué au pro rata de tous les partis enregistrés (c'est l'approche que j'ai adoptée en 1999). Selon l'option 2, j'ai proposé de réduire de 18 minutes le temps alloué au pro rata des cinq principaux partis enregistrés, sans réduire le temps des six autres partis enregistrés (c'est l'approche que j'ai adoptée en 1996.)

Les deux options ont provoqué beaucoup de discussions. Certains partis appuyaient l'une ou l'autre des approches, ou même les deux. Certains partis m'ont toutefois demandé de revoir la répartition adoptée en 2001 et d'utiliser une méthode autre que l'approche législative modifiée. D'autres partis m'ont fait part de leur mécontentement par rapport aux dispositions de la Loi, notamment à l'égard de la répartition du temps d'émission gratuit.

Most of the points made by the parties reiterated positions that they have taken in the past. I found the discussion informative. However, I was not persuaded that any of the alternatives presented were superior to the modified statutory approach I have used in the past. While the latter approach is by no means a perfect solution, all the various alternatives presented had deficiencies of their own.

In my 2001 decision, I stated that based on the evidence I had considered in the past, an allocation in the 10-20 minute range was sufficient for a registered party to get its message out to the public. I also stated that I was prepared to hear evidence at future allocation meetings on whether some higher or lower number is adequate for a party to get its message out to the public, noting that “[t]his is the kind of information that would be most useful in adjusting the allocation at any future review.” However, no evidence of this kind was presented at the 2002 review meeting.

Accordingly, based on the factors discussed in my 2001 decision, I have concluded that the modified statutory approach continues to be the most equitable approach to adopt. As I have noted before, while giving a fair opportunity to the smaller registered parties to make a meaningful case, it also gives predominant weight to the statutory factors and I believe it best meets the public interest test.

As to the pro rata reduction to accommodate the 18 minutes to be allocated to the newly eligible parties, I

La plupart des points soulevés par les partis reflètent leurs prises de position antérieures. La discussion a été informative; toutefois, aucune des solutions de rechange présentées ne m’a semblée supérieure à l’approche législative modifiée que j’ai adoptée par le passé. L’approche modifiée n’est certes pas parfaite, mais les diverses solutions de rechange proposées comportent elles aussi des lacunes.

Dans la décision que j’ai rendue en 2001, j’ai indiqué que, selon les données recueillies dans le passé, 10 à 20 minutes de temps d’émission étaient suffisantes pour qu’un parti enregistré communique son message au public. J’ai aussi précisé que j’étais prêt, à l’occasion des prochaines réunions sur la répartition, à entendre des témoignages démontrant combien de minutes, en plus ou en moins, sont suffisantes à un parti pour faire valoir son message auprès du public, et que « [c]’est le genre d’information qui serait le plus utile pour nous permettre de modifier la répartition du temps à l’occasion d’un prochain examen ». Aucun témoignage approprié n’a cependant été présenté à la réunion de 2002.

Par conséquent, en fonction des facteurs examinés dans la décision que j’ai rendue en 2001, j’ai conclu que l’approche législative modifiée demeure l’approche la plus équitable. Comme je l’ai déjà précisé, cette approche permet aux petits partis enregistrés de se faire valoir, tout en accordant une place prépondérante aux facteurs prévus dans la Loi. À mon sens, c’est elle qui répond le mieux à l’intérêt public.

En ce qui concerne la réduction au pro rata pour tenir compte des 18 minutes à accorder aux nouveaux partis

have concluded that Option 2 is the best way to make such a reduction. Option 2 maintains the minimum levels applicable to the smaller registered parties at a floor of 14 minutes, which is within the 10-20 minute range. I also note that because there is no cap applicable in the Act to the larger parties, the impact on them is relatively minimal.

I wish to conclude, as I have done before, by thanking the parties for their participation in this exercise, which was useful and constructive.

admissibles, j'ai conclu que l'option 2 est la meilleure approche à adopter. L'option 2 conserve à 14 minutes (donc à l'intérieur du seuil de 10 à 20 minutes) le temps minimum à être libéré pour les petits partis enregistrés. En outre, puisque la Loi n'impose aucun plafond sur les principaux partis, l'effet sur ces derniers est minime.

Je conclurai, comme je l'ai fait précédemment, en remerciant les partis d'avoir bien voulu participer à cet exercice, qui s'est avéré utile et constructif.

L'arbitre en matière de radiodiffusion,

**Original signed by/Original signé par
Peter Grant**

Peter S. Grant
The Broadcasting Arbitrator

2002 Allocation of Paid Time

**Répartition de 2002 du temps
d'émission payant**

Order

Ordonnance

Following a meeting of the registered and newly eligible parties held on December 12, 2002, and pursuant to section 343(2) of the *Canada Elections Act*, I hereby allocate the broadcasting time to be made available under section 335 and 339 of the Act on the basis set forth in Appendix "A".

Après la réunion des partis enregistrés et des nouveaux partis admissibles qui a eu lieu le 12 décembre 2002 et conformément au paragraphe 343(2) de la *Loi électorale du Canada*, j'alloue par la présente le temps d'émission à libérer aux termes des articles 335 et 339 de la Loi de la façon décrite à l'annexe A.

June 9, 2003

le 9 juin, 2003

L'arbitre en matière de radiodiffusion,

**Original signed by/Original signé par
Peter Grant**

Peter S. Grant
The Broadcasting Arbitrator

APPENDIX "A"

Allocation of Broadcasting time to be made available by every broadcaster under the *Canada Elections Act* for purchase by registered and newly eligible parties, as determined by the Broadcasting Arbitrator under subsection 343(2) of the Act (Toronto, June 9, 2003)

Political Party	Number of Minutes:Seconds
Liberal Party of Canada	114:00
Canadian Reform Conservative Alliance	66:00
Bloc Québécois	36:30
Progressive Conservative Party of Canada	35:30
New Democratic Party	32:00
The Green Party of Canada	16:00
Marijuana Party of Canada	15:00
Marxist-Leninist Party of Canada	15:00
Canadian Action Party	14:00
Natural Law Party of Canada	14:00
Communist Party of Canada	14:00
Christian Heritage Party of Canada	6:00
National Alternative Party of Canada	6:00
Ontario Party of Canada	<u>6:00</u>
TOTAL	390:00

ANNEXE A

Répartition du temps d'émission devant être libéré par tout radiodiffuseur aux termes de la *Loi électorale du Canada* pour achat par les partis enregistrés et les nouveaux partis admissibles, tel qu'établie par l'arbitre en matière de radiodiffusion conformément au paragraphe 343(2) de la loi. (Toronto, le 9 juin, 2003)

Parti politique	Nombre de minutes et de secondes
Parti libéral du Canada	
L'Alliance réformiste conservatrice canadienne	
Bloc Québécois	
Parti progressiste-conservateur du Canada	
Nouveau Parti Démocratique	
Le Parti Vert du Canada	
Parti Marijuana	
Parti Marxiste-Léniniste du Canada	
Parti action canadienne	
Parti de la loi naturelle du Canada	
Parti communiste du Canada	
Parti de l'Héritage Chrétien	
Parti alternative nationale du Canada	
Le Parti Ontario du Canada	
TOTAL	

L'arbitre en matière de radiodiffusion,

**Original signed by/Original signé par
Peter Grant**

Peter S. Grant
The Broadcasting Arbitrator